

Quand l'Union européenne « importe » des terres agricoles

29/07/2010 | Mise à jour : 18:15



L'Union européenne est devenue un grand utilisateur de terres agricoles dans les pays tiers pour satisfaire ses propres besoins alimentaires. En cause, les réformes successives de la Pac qui ont entraîné le déclin et la perte de compétitivité de son agriculture.

En 2008, les 27 Etats membres de l'Union européenne ont exporté pour 127,6 milliards de dollars de denrées agricoles mais ils ont importé pour 173,1 mds de dollars de produits alimentaires, soit un solde net de 45,5 Mds \$. C'est la conclusion d'un rapport publié par le centre de recherche indépendant « Opéra » (1) intitulé « Production et commerce agricoles de l'Union Européenne : Quelles pistes pour éviter la course aux terres agricoles hors d'Europe ? ». L'un des auteurs, le professeur Harald van Witzke de l'université Humboldt de Berlin, est venu présenter ces résultats devant la Société des Agriculteurs de France début juillet.

L'étude se penche sur le développement du commerce agricole européen entre 1999 et 2008 et quantifie les superficies agricoles cultivées dans les pays tiers pour répondre à la demande européenne en alimentation humaine et animale ainsi qu'en biocarburants. L'étude montre qu'en 2007-2008, près de 35 millions d'hectares, soit la superficie de l'Allemagne, ont été cultivés hors des frontières européennes pour répondre aux besoins des européens. C'est 40% de plus que la moyenne des années 1999-2000. En 10 ans les exportations ont chuté de 3 millions de tonnes et les importations ont augmenté de 25. Ces chiffres mettent en lumière la perte de compétitivité de l'agriculture européenne ces dernières années, sa difficulté à réagir à la mondialisation, mais également les effets pervers des différentes réformes de la PAC, estime l'auteur. Réformes qui ont mis l'accent sur la protection de l'environnement et l'entretien du paysage ; bref son « verdissement », au détriment de l'innovation et de la compétitivité.

Productivité en berne

Au cours de cette période, l'Union à 27 est devenue le plus grand importateur mondial de produits agricoles (devant la Chine) et donc le plus grand utilisateur de terres agricoles ne se trouvant pas sur son territoire, ce que les auteurs qualifient de « terres virtuelles ». Sur les 40 cultures et 240 matières premières étudiées, l'Union européenne n'est exportateur net de terres virtuelles que pour le blé et les céréales fourragères. Elle est importateur net pour toutes les autres cultures. Le soja représentant à lui seul plus de 50% de ces importations (17,53 millions ha), suivi par les autres oléagineux (7,68 Mha), le cacao, thé et café (6,28 Mha), les fruits de palme (2,56 Mha), les fruits (2,36 Mha), le maïs (1,92 Mha). « Nous sommes en général prompts à nous offusquer quand des nations à la recherche de ressources font l'acquisition de terres dans d'autres pays, mais c'est exactement ce que nous faisons, bien que cela prenne une forme virtuelle, par le biais du marché, plutôt que par un investissement direct à l'étranger » conclut le professeur Harald Von Witzke.

Redresser la barre

Dans la perspective d'une politique agricole réformée le rapport analyse trois scénarii possibles : l'amélioration des rendements agricoles, l'accroissement de la surface en agriculture biologique et l'extension de l'utilisation des biocarburants.

Seule l'amélioration des rendements européens serait de nature à réduire les importations de terres virtuelles. Selon l'étude, le simple fait d'encourager l'innovation agricole et d'accroître la productivité des principales cultures de 0,5% par an diminuerait la demande de terres arables en dehors de l'Europe de 5,3 Mha. De même si le taux de croissance annuel de la production agricoles européenne avait doublé entre 1999 et 2008, l'importation de « terres virtuelles » aurait été inférieure de 10 Mha. Au lieu de cela, les gains de productivité ont baissé régulièrement depuis 1961.

A contrario, l'extension de 20% de la superficie cultivée en agriculture biologique augmenterait l'importation de « terres virtuelles » de plus de 30% (10,2 Mha).

Quant à l'incorporation de 10% de biocarburants dans les carburants, elle ferait également progresser l'importation de terres virtuelles de 3 Mha.

Pour les auteurs il est temps pour l'Union européenne d'augmenter la compétitivité et la productivité de l'agriculture européenne en mettant en place une politique agricole adéquate qui lui permette de participer à la satisfaction des besoins alimentaires mondiaux qui vont doubler d'ici 2050.

(1) Opéra est un centre de recherche de l'Université catholique du Sacré Cœur de Piacenza en Italie. Son bureau de Bruxelles s'est longuement penché sur la PAC et a fait un certain nombre de propositions susceptibles de résoudre les nombreux maux dont elle souffre,

selon ses responsables.